ASSEMBLÉE NATIONALE

11 septembre 2018

LUTTE CONTRE LA FRAUDE - (N° 1212)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 66

présenté par

M. Fabien Roussel, M. Dufrègne, Mme Bello, M. Brotherson, M. Bruneel, Mme Buffet,
M. Chassaing, M. Dharréville, Mme Faucillon, M. Jumel, Mme Kéclard-Mondésir, M. Lecoq,
M. Nilor, M. Peu, M. Serville et M. Wulfranc

ARTICLE 11

Substituer à la seconde phrase de l'alinéa 28 les deux phrases suivantes :

« Dans un délai de deux mois à compter de cette évolution, celle-ci peut faire l'objet d'un débat devant les commissions compétentes en matière de finances et d'affaires étrangères de l'Assemblée nationale et du Sénat. Elle peut également faire l'objet d'un débat en séance publique. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose de placer l'élaboration de la liste des États et territoires non coopératifs (ETNC) sous le regard des parlementaires et donc des citoyens, la protégeant ainsi de la force diplomatique d'États ou territoires peu enclins à participer à la coopération fiscale internationale.

En théorie, le Parlement n'est pas complètement évincé de l'élaboration de la liste des ETNC. Il résulte en effet de l'article 6 de la loi du 26 juillet 2013 que doit se tenir chaque année un débat, devant les commissions compétentes en matière de finances et d'affaires étrangères de chacune des deux assemblées, portant sur la liste des ETNC. La présence du ministre est requise.

Initiative bienvenue, ce débat est malheureusement resté lettre morte : il n'a jamais eu lieu ! Dans les faits, le Parlement est aujourd'hui tenu à l'écart de cette liste...

Ce constat est regrettable à plus d'un titre.

D'une part, il y a méconnaissance de la loi.

D'autre part, cette absence de débat prive les parlementaires, en l'occurrence les commissions permanentes directement intéressées par la question des paradis fiscaux, des motifs précis qui peuvent conduire à faire évoluer d'une année sur l'autre la liste des ETNC.

Dès lors, les parlementaires doivent prendre leur responsabilité et réitérer leur souhait de voir la loi être respectée.

Lors de l'examen en commission, un amendement, sous-amendé, a été adopté, prévoyant que "*cette évolution* (de la liste des ETNC) *peut faire l'objet d'un débat*". Comment? Selon quelles modalités? Avec qui? A quelle fréquence? Où? Devant quelle instance? La formulation retenue ne répond pas à ces interrogations, ce que fait le présent amendement.

Par ailleurs, en commission, la constitutionnalité du présent amendement a été questionnée. Or, rappelons qu'il prévoit une possibilité ("*peut faire*"), et non une obligation, comme l'a d'ailleurs remarqué M. le Ministre. Dès lors, il n'y a pas d'atteintes à la maîtrise de l'ordre du jour.

Cet amendement permet donc d'organiser ce débat dans de bonnes conditions.